

Budget : soulagé, le patronat reste sur ses gardes



lesechos.fr/economie-france/budget-fiscalite/budget-soulage-le-patronat-reste-sur-ses-gardes-2176730

Alain Ruello, Solenn Poullennec

July 16, 2025



Publié le 16 juil. 2025 à 17:10 Mis à jour le 16 juil. 2025 à 17:11

Année blanche, meilleur contrôle des dépenses de maladie, maintien a priori des allègements de cotisations sociales... En attendant de savoir ce que les débats parlementaires en feront, [les annonces du Premier ministre sur le budget 2026](#) ont reçu un accueil plutôt positif de la part des organisations patronales. Ce, malgré le manque de précisions de certaines mesures, pour ne pas parler de cafouillages, sur le coût réel de la suppression des deux jours fériés en l'occurrence.

Premier à s'exprimer, le président du Medef, Patrick Martin, a applaudi la volonté du Premier ministre de faire de l'accroissement de la richesse nationale une « obsession ». « Nous avons tous conscience du décrochage de la France en termes de pouvoir d'achat [...]. L'argent ne tombant pas du ciel, les dettes ne pouvant pas être creusées à l'infini, cela suppose à un moment donné qu'on produise plus, donc par le travail, mais il faut investir par ailleurs », a-t-il déclaré sur LCI.

Satisfecit global

Saluant des mesures « courageuses » qui rejoignent ses préconisations, la CPME a souligné que le projet de budget « se situe à l'opposé de ce qui s'est passé en 2025, où les entreprises étaient quasiment les seules mises à contribution ». « Conjuguer réduction des dépenses publiques et temps de travail supplémentaire [...] est un impératif pour rendre notre système social soutenable tout en se donnant une marge de manoeuvre pour investir, en particulier dans le domaine de la défense », ajouté l'organisation dirigée par [Amir Reza-Tofighi](#).

Même satisfaction du côté des artisans, commerçants et professions libérales. L'U2P ne peut que « partager les objectifs visant à redresser les comptes publics et les comptes sociaux, à accroître l'activité économique et à simplifier la vie des entreprises », a-t-elle réagi, saluant un plan d'économies « à la hauteur des enjeux ».

Les organisations d'employeurs ont bien accueilli également [la perspective d'une nouvelle négociation sur l'assurance-chômage](#), à l'opposé des syndicats, très remontés. Même satisfecit pour l'autre négociation proposée sur le Code du travail, avec à la clé notamment un assouplissement sur les CDD ou la possibilité de racheter la cinquième semaine de congés payés.

Pour Patrick Martin, toujours sur LCI, « c'est typiquement dans le fil de ce qui a été fait par Emmanuel Macron en 2017 (avec les ordonnances travail, NDLR) et qui a donné de bons résultats ». « Si la finalité est de faciliter les recrutements en donnant plus de souplesse aux entreprises, alors nous y sommes favorables », a abondé son alter ego de l'U2P, Michel Picon. Amir Reza-Tofighi n'est pas en reste : « Je pousse en ce sens depuis des semaines. Il faut recréer de la flexibilité dans l'organisation et le temps de travail, c'est un sujet majeur. »

« Très très flou »

En dehors de la suppression du lundi de Pâques et du 8-Mai qui devrait s'accompagner du paiement d'une cotisation de solidarité (à l'image de ce qui se fait pour [le lundi de Pentecôte](#)), François Bayrou n'a pas alourdi la fiscalité des entreprises. Mais il ne l'a pas baissé non plus, a regretté le Mouvement des entreprises de taille intermédiaire (METI) réclamant, entre autres, une baisse des impôts de production.

Soulagé, le patronat reste prudent, en attente d'en savoir plus sur le devenir de certaines mesures. C'est le cas notamment du nettoyage annoncé des niches fiscales et sociales censé rapporter 3,4 milliards. A titre personnel, certains chefs d'entreprise attendent aussi avec fébrilité les compléments à [la contribution de solidarité sur les plus hauts revenus](#) pour cibler les revenus logés dans les holdings.

Toujours au chapitre « La France doit produire plus », deux autres annonces de François Bayrou ne sont pas passées inaperçues malgré leur imprécision. Le chef de l'exécutif a, primo, mis en avant la nécessité d'une réforme du financement de la protection sociale, mais a semblé renvoyer le sujet aux calendes grecques.

Secundo, il a évoqué un grand chantier simplification cet été en proposant un troc aux entreprises sur l'air de « moins de normes mais en échange de moins de subventions ». Chantier de dupe en perspective ? « Très très flou », a pointé Amir Reza-Tofighi. En théorie je veux bien, mais encore faut-il de vraies simplifications. Si on gagne du temps, il est normal qu'on se passe de certaines aides, mais lesquelles ? » « Les entreprises achèteraient de la simplification ? On n'a rien compris », a pour sa part avoué Michel Picon.

Alain Ruello avec Solenn Poullennec